

l'Université Harvard. Marshall y traita des énormes défis que devrait relever une Europe encore dévastée et donna à entendre que l'administration Truman serait favorable à l'idée d'un programme d'assistance économique. C'est ce qui donna le coup d'envoi au processus devant mener au Plan Marshall d'aide à la reconstruction de l'Europe occidentale<sup>8</sup>.

Tandis que Truman, Marshall et les autres membres de l'Administration s'employaient à freiner la marche du communisme, les officiels canadiens débattaient de la nature et des répercussions d'un nouvel ordre mondial dominé par les États-Unis et par l'Union soviétique. Cette fois, ce sont les universitaires canadiens qui ont divergé d'opinion : l'analyse faite par Ottawa de la rivalité américano-soviétique fut-elle équilibrée et modérée, ou les diplomates canadiens ne se révélèrent-ils pas dès lors les plus intraitables des combattants de la guerre froide<sup>9</sup>? Les lecteurs pourront tirer leurs propres conclusions. Les opinions des membres du ministère des Affaires extérieures sont exposées en détail au chapitre V, non seulement parce qu'elles reflètent la structure et la complexité de la perception canadienne des choses à l'époque, mais aussi parce qu'elles donnent une idée de la collégialité dans ce qui était encore essentiellement un petit ministère où les liens étaient étroits.

Pour eux, il était clair que l'accroissement du rôle des États-Unis sur la scène mondiale diminuait les options diplomatiques qui s'offraient au Canada. Appelé à commenter ce que signifiait la doctrine Truman pour le Canada, Dana Wilgress, récemment nommé ambassadeur à Moscou, répondit que, sans aucun doute, elle «accroîtrait notre dépendance à l'égard des États-Unis et nous éloignerait dans une égale mesure du Royaume-Uni [...] Durant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la *pax americana* se substituera à la *pax britannica* du XIX<sup>e</sup> siècle. Vu notre proximité des États-Unis, cette situation nous crée une foule de problèmes et nous oblige à souscrire aux grandes lignes de la politique américaine» (document 225). Escott Reid, l'un des maîtres à penser du ministère, ajouta que la paix américaine serait tout aussi bienveillante que la précédente, mais que le Canada n'aurait d'autre choix que de prendre immédiatement part à tout éventuel conflit américano-soviétique et n'aurait aucune liberté d'action dans les questions de guerre jugées capitales par les États-Unis. En revanche, il jouirait sans aucun doute d'une marge de manoeuvre limitée en temps de paix. «Nous conserverons la possibilité de nous opposer aux États-Unis sur certains aspects de leurs relations avec l'Union soviétique. Le fait que nous soyons dans la même galère que les États-Unis nous autorise sans conteste à leur dire de cesser de faire des vagues ou de percer des trous dans la cale» (document 226).

Dans l'Introduction au volume XII, les auteurs parlent du rôle dominant joué par la politique économique extérieure dans les affaires internationales du Canada;

<sup>8</sup>«The Marshall Plan», circulaire administrative 146 aux chefs des missions canadiennes à l'étranger, 10 décembre 1947, Archives nationales du Canada (ANC), Dossiers du ministère des Affaires extérieures, dossier 9770-A-40, partie 5.

<sup>9</sup>Don Page et Don Munton, «Canadian Images of the Cold War 1946-7», *International Journal*, vol. XXXII, n<sup>o</sup> 3, été 1977, pp. 577-604; David J. Bercuson, «A People So Ruthless as the Soviets: Canadian Images of the Cold War and the Soviet Union — 1946-1950», document présenté à une conférence sur le Canada et l'Union soviétique, Elora (Ontario), août 1987.